

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, onzième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 20 septembre 1991, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "transposant en droit belge les directives du Conseil des Communautés européennes du 23 juillet 1990 relatives à la fiscalité des groupes d'entreprises et portant diverses dispositions fiscales et financières", a donné le 25 septembre 1991 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, elfde kamer, op 20 september 1991 door de Eerste Ministre verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot omzetting in het Belgische recht van de richtlijnen van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 23 juli 1990 betreffende de fiscaliteit van de groepen van ondernemingen en houdende diverse fiscale en financiële bepalingen", heeft op 25 september 1991 het volgend advies gegeven :

Observation liminaire.

Certaines des dispositions de l'avant-projet de loi ont fait l'objet d'un premier avis du Conseil d'Etat, donné le 3 juillet 1991 (L. 20.937/2).

Cet avis, précédé, pour sa bonne compréhension, du dispositif originel, et accompagné d'une table de concordance des numéros des articles, doit être reproduit dans les documents parlementaires. De la sorte, la section de législation pourra limiter son second avis à l'examen des dispositions nouvelles du projet.

Intitulé.

L'intitulé du projet de loi est trop long. La loi devra être fréquemment citée avec son intitulé complet et dans un contexte, un intitulé trop long rompt le rythme de la phrase et nuit à sa compréhension.

Il est proposé d'écrire simplement :

"Projet de loi portant diverses dispositions fiscales et financières".

.../...

Dispositif.

Titre II du C.I.R.. - Impôt des personnes physiques (1).

Article 1er (article 15 C.I.R.) (2).

Mieux vaudrait écrire au début de l'alinéa nouveau : "Ils comprennent également ..." et à la fin "... une somme d'argent d'un montant supérieur à celui qui avait été initialement convenu".

Article 2 (article 24 C.I.R.).

1. Il serait plus clair et plus exact d'écrire au début de l'article 24, alinéa 2, C.I.R., en projet :

"Nonobstant la restriction prévue à l'alinéa 1er ...".

(1) Les sous-titres qui ont été insérés dans le présent avis ne figurent pas dans le projet. Ils ont été insérés dans un but de lisibilité de l'avis.

(2) Le Conseil d'Etat a estimé utile de mentionner en regard de chaque article du projet l'article qu'il modifie afin que ses observations demeurent plus facilement compréhensibles au cas où la numérotation du projet serait modifiée.

2. Et à l'alinéa 2, 2° :

"... un régime de taxation sur les revenus ...".

Article 7 (article 46 C.I.R.).

1. L'emploi du verbe "consenti", utilisé ailleurs pour qualifier les avantages anormaux ou bénévoles, ne paraît pas ici heureux. Il est préférable de s'en tenir aux mots "payés ou attribués", généralement employés dans le Code.

2. La proposition relative figurant, dans le texte français, en fin de l'article s'applique aussi bien au contribuable visé à l'article 139 qu'à l'établissement étranger, ce qui postule l'insertion d'une virgule après le mot "étranger".

Article 8 (article 50, ~~alinéa 1er~~,).

Le texte pourrait être plus clair.

L'adverbe "notamment" ne peut être maintenu que s'il est précédé d'un terme générique.

Il est proposé d'écrire :

.../...

"... dans la mesure où elles dépassent le montant qui résulterait de l'application du taux pratiqué sur le marché financier, compte tenu des éléments particuliers propres aux opérations génératrices des revenus, et notamment de la situation financière du débiteur et de la durée du prêt".

Titre III du C.I.R.. - Impôt des sociétés.

Article 14 (article 105bis, nouveau,
C.I.R.).

Dans l'alinéa 2 du texte en projet, il convient d'écrire au début : "L'alinéa 1er" (et non "qui précède") et à la fin : "... l'article 21, alinéa 3" (et non "Dernier alinéa").

Article 15 (article 109 C.I.R.).

Il serait plus clair d'employer, dans le texte français, la locution correcte : "jusqu'à concurrence".

L'observation vaut également pour les articles 113 et 126 en projet.

Article 16 (article 111 C.I.R.).

Il serait préférable de préciser à l'article 111, § 2, alinéa 2, 1° : "... en matière d'impôt sur le revenu ...".

Article 20 (article 126 C.I.R.).

Pour plus de clarté, il est proposé d'écrire :

- à l'article 126, alinéa 1er, 1°, C.I.R., en projet :

"1° sur la première tranche de 500.000 francs du revenu imposable;"

- au même article, alinéa 3 :

"... d'une seconde tranche du revenu imposable, comprise entre 500.001 et 2.000.000 francs, à condition que ce revenu, déduction faite de l'impôt y afférent, soit porté en réserve au passif, à un compte distinct".

Articles 22 et 23 (article 135 C.I.R.).

Le titre III, chapitre IV, ne contient que l'article 135.

Il ne convient pas de laisser subsister les mots : "chapitre IV", comme le fait le projet, car dans le titre III il n'y a pas de chapitre V.

Il est proposé de fusionner les articles 22 et 23, ainsi qu'il suit :

"Article ...

.../...

Le titre III, chapitre IV, du même Code, comprenant l'article 135, modifié par ..., est abrogé".

Titre VI du C.I.R.. - Dispositions communes aux quatre impôts.

Article 43 (article 192 C.I.R.).

Encore que l'intitulé du titre VI, chapitre II, emploie le mot "imputation", il est à conseiller d'éviter l'utilisation, dans l'article 192, des participes passés "imputé" et "déduit" pour qualifier deux opérations identiques.

Il serait préférable d'écrire deux fois : "déduit" comme dans l'article 191.

Article 45.

Il conviendrait d'écrire :

"Dans l'intitulé du titre VI, chapitre II, section 5, du même code ...".

La même observation vaut pour l'article 46, sauf qu'il faut écrire "Section 7".

.../...

Titre VII du C.I.R.. - Etablissement et recouvrement des
impôts.

Article 49 (article 250 C.I.R.).

1. Plutôt que de prévoir l'inopposabilité de l'acte de vente, de cession ou d'apport, c'est l'opération juridique elle-même, indépendamment de tout acte, qu'il convient de retenir dans le texte. Les mots "acte de" devraient être omis.

2. Dans le chef du contribuable concerné, les "titres constitutifs d'emprunts" qu'il pourrait céder ou apporter constituent un actif, donc des titres constitutifs de prêts. L'emprunt est le fait du débiteur et non du créancier.

3. L'exposé des motifs (page 14) annonce l'extension du champ d'application de l'article 250 C.I.R. aux apports "d'immeubles et d'espèces" à des sociétés étrangères.

On parle aussi dans la même phrase des "revenus de l'espèce".

L'intention est évidemment de viser les apports de sommes d'argent, qu'elles soient versées, en espèces, en chèques ou en virements.

.../...

Le terme "espèces" devrait, dans le texte français, être remplacé par "sommes d'argent".

4. A la fin de l'article, il est question d'"une contre-valeur réelle produisant un montant de revenus soumis effectivement en Belgique à une charge fiscale normale par rapport à celle qui aurait subsisté si cette opération n'avait pas eu lieu".

On ne voit pas comment le contribuable visé pourrait apprécier le caractère normal d'une charge fiscale par rapport à une autre.

L'exposé des motifs (page 14) est plus précis. Il retient :

"une contre-valeur réelle produisant des revenus imposables en Belgique d'un montant équivalent à ceux produit par les biens cédés".

Par ailleurs, lorsque l'apport consiste en sommes d'argent, la référence aux revenus antérieurs doit-elle s'entendre des revenus réellement obtenus ou des revenus potentiels ? Si les sommes d'argent avaient été maintenues en compte à vue, elles n'auraient produit qu'un intérêt de 0,5 p.c.

Dans le texte français de l'article en projet, l'adjectif "réelle" qui a, en droit civil, une signification

.../...

différente de celle qui lui est donnée ici, devrait être remplacé par "véritable" ou "effective".

5. Tel que l'article est rédigé, son application est de nature à soulever d'autres difficultés.

Ainsi, lorsqu'il procède à une vente d'actions ou d'obligations en bourse, le vendeur ne peut savoir si l'acquéreur est un contribuable visé à l'article 139 C.I.R. Les deux agents de change qui interviennent forment écran.

6. La réponse d'un fonctionnaire délégué à ces difficultés est que le contribuable aura toujours la possibilité de demander un accord préalable à l'administration, sur le pied de l'article 250bis, § 1er, 1°, C.I.R.

Article 52 (article 303 C.I.R.).

L'alinéa 2 de l'article 303 C.I.R., non reproduit dans le projet, dispose :

"Le précompte professionnel est payable dans les quinze jours qui suivent l'expiration du mois pendant lequel ils ont été payés ou attribués".

.../...

Le nouvel alinéa 3 devrait commencer par les mots : "Par dérogation à l'alinéa 2, ..." (et non pas "à l'alinéa précédent").

Il serait plus clair d'écrire au 2° :

"Il est inséré un alinéa 5, rédigé comme suit :".

Section II du projet.

Article 59 (article 29 - loi du 11 avril 1983).

Le précompte mobilier fictif de 25/75 en faveur des entreprises sises en zone d'emplois et des centres de coordination, est ramené à zéro.

Le projet donne au Roi le pouvoir de le "réactiver" jusqu'à concurrence de 10/90e du montant net des bénéfices distribués. Le Roi aurait ainsi le pouvoir de fixer un précompte fictif réduisant par son imputation le montant de l'impôt éventuellement dû. En outre, le précompte fictif est remboursé (ou plutôt versé) dans la mesure où il ne peut être imputé.

L'attribution de pareil pouvoir est en contradiction avec l'article 110, § 1er, de la Constitution qui prévoit qu'aucun impôt au profit de l'Etat ne peut être

.../...

établi que par une loi. La disposition constitutionnelle signifie que tous les éléments qui concourent à la détermination du montant de la dette fiscale des contribuables, doivent être fixés par le législateur, et par lui seul.

En présence des termes formels utilisés dans les articles 110 et 25, alinéa 2, de la Constitution et en raison d'une tradition séculaire, le pouvoir de fixer l'impôt ne peut être ni attribué ni délégué au pouvoir exécutif.

Le second alinéa introduit par le projet dans l'article 29 de la loi du 11 avril 1983 doit dès lors être omis.

Une observation du même ordre vaut pour le texte en projet, dans l'article 61, de l'article 20, § 1er, alinéa 6, de la loi du 7 décembre 1988.

Article 61 (article 20 -
loi du 7 décembre 1988).

Dans l'article 20, § 1er, alinéa 5, b, en projet, les mots "ou plusieurs personnes physiques" (6ème ligne dans le texte français) sont le résultat d'une erreur de plume.

Mieux vaudrait, dans l'ensemble, rédiger le b) comme suit :

.../...

"b) en ce qui concerne les sociétés assujetties à l'impôt des sociétés dont les actions ou parts, détenues à concurrence de plus de la moitié par une ou plusieurs personnes physiques, représentant la majorité des droits de vote et qui ... coordination, le pourcentage de déduction applicable à la première tranche de 200 millions de francs d'investissements effectués par période imposable s'obtient en réduisant de 0,5 p.c. le pourcentage de base ainsi que les limites inférieures et supérieures prévues à l'alinéa 2".

A l'alinéa 5, c, les mots "celui visé au b)" sont source de confusion et doivent être omis.

Section II du projet. - Taxe sur la valeur ajoutée.

Article 82 (article 44 -
Code de la T.V.A.).

La loi du 4 décembre 1990 a défini très précisément la notion de "valeurs mobilières" qui doit se substituer, en français, à celle de "titres".

Il conviendrait dès lors, dans le texte français, d'écrire à l'article 44, § 3, 2°, en projet : "le prêt ou la cession - rétrocession de valeurs mobilières".

.../...

Section IV du projet. - Taxes assimilées au timbre.

Article 87 (article 126 - Code
des taxes assimilées
au timbre).

Le terme "fonds publics" était utilisé par le Code de commerce, non pour qualifier des emprunts des pouvoirs publics, mais des fonds répandus dans le public.

Depuis la loi du 4 décembre 1990, la bourse de fonds publics est devenue la bourse de valeurs mobilières. Il convient dès lors d'écrire, dans le texte français :

"9° les prêts de valeurs mobilières".

Chapitre V du projet. - Marchés financiers.

Articles 102 et 103 (articles 33 et 34 - loi
du 4 décembre 1990).

Les rémunérations versées à la Commission de la Bourse constituent des redevances dont la légalité dépend à la fois du caractère volontaire de la demande du service et de l'adéquation du montant de la redevance à l'importance du service rendu.

Dans la mesure où les émetteurs dont les valeurs mobilières ont été inscrites à la cote, ne sont pas des personnes qui ont demandé cette inscription, la "rémunéra-

.../...

tion" qui est exigée de ces émetteurs s'analyse comme un impôt. Dès lors, le montant de cette rémunération doit figurer dans le projet de loi.

Article 106 (article 95 - loi
du 4 décembre 1990).

La modification que cet article tend à apporter à l'article 95 de la loi du 4 décembre 1990 est sans objet.

L'article 33, § 2, de la même loi, tel qu'il est modifié par l'article 102 du projet, n'attribue pas de pouvoirs à la Commission de la Bourse mais au Roi. Ces pouvoirs ne peuvent être exercés par les comités des cotes.

Au demeurant, si l'on veut modifier utilement l'article 95 de cette loi, il convient d'y remplacer les mots : "article 33 à la Commission de la Bourse" par les mots "article 33, § 1er, aux commissions des bourses".

Chapitre VIII. - Frais de gestion en matière pénale.

Articles 112 et 113 (article 11 - loi
du 1er juin 1849).

Interrogés sur la constitutionnalité de l'article 11, alinéa 2, en projet, les délégués du Gouvernement ont répondu ce qui suit :

.../...

"Voorgesteld wordt artikel 11 van de wet van 1849 tot herziening van de tarieven in strafzaken aan te vullen als volgt :

"Voor elke criminele, correctionele en politiezaak wordt door de rechter bovendien aan iedere veroordeelde een vaste vergoeding opgelegd waarvan het bedrag door de Koning wordt bepaald in het tarief in strafzaken".

I. Het is geen straf.

De veroordeling welke wordt opgelegd betreft de kosten voor de afhandeling van een strafzaak.

Om van een straf te kunnen spreken moet men een omschrijving hebben van een misdrijf waaraan een bepaalde strafmaat wordt verbonden. Dit is hier niet het geval.

Het is ook geen andere sanctie maar een vergoeding voor een aantal materiële kosten verbonden aan de werking van het (straf)gerecht.

II. Belasting - retributie.

Het is geen retributie vermits het niet gaat om een "vrijwillige" dienst waarop een beroep wordt gedaan.

Het betreft in feite een gelijkaardig systeem als het griffierecht in burgerlijke en handelszaken. In casu wordt de techniek van de gerechtskosten gehanteerd.

De ratio van de voorgestelde tekst is aan iedere veroordeelde een bijdrage te vragen voor de kostprijs van het verloop van een strafprocedure. Deze bijdrage wordt geïnd via de gerechtskosten, doch heeft betrekking op een geheel van kosten waarvoor geen specifiek tarief is bepaald. Vandaar dat een forfaitair bedrag wordt voorgesteld.

Steunend op de wetten van 1 juni 1849 en in het bijzonder de wet van 16 juni 1919 waarbij de Koning gemachtigd wordt bepaalde wijzigingen aan te brengen

.../...

aan de bepalingen inzake gerechtskosten, werd de bevoegdheid om de grootte van het bedrag te bepalen aan de Koning overgelaten".

Chapitre IX. - Fonds de participation.

Articles 114 à 127 (nouveaux).

Les délégués du Gouvernement ont justifié à un triple point de vue les mesures envisagées. Il a semblé utile de reproduire ci-après la réponse qu'ils ont faite aux questions posées par l'auditeur-rapporteur :

"Je fais suite à vos demandes de précisions communiquées au cours de notre entretien téléphonique de ce mardi 24 septembre.

I. Mission du Fonds de participation et application des articles 92 et suivants du traité C.E.E..

A. Les missions du nouveau Fonds de participation personnalisé, telles qu'énoncées par l'article 115 du projet, sont reprises des dispositions légales et réglementaires régissant antérieurement les missions que la Caisse nationale de Crédit professionnel exécutait pour compte du Fonds de participation (non personnalisé) créé au sens de la C.N.C.P. par l'article 34 de la loi du 4 août 1978, modifiée par la loi du 13 septembre 1983. Il y a lieu de comparer :

- d'une part, l'article 115 du projet;
- d'autre part, l'article 2, n°s 5, 6 et 7 des statuts de la C.N.C.P., tels que modifiés par les lois des 4 août 1978 et 13 juillet 1983 (voir également, l'article 77, § 2, de la loi du 17 juin 1991 de réorganisation du secteur public de crédit).

.../...

Il est à noter :

- 1° que la mission visée par l'article 115, alinéa 1er, 1°, du projet se limite à gérer jusqu'à sa liquidation le portefeuille de participations et obligations visé à cette disposition.

Le Gouvernement a considéré que la mission antérieurement attribuée à la C.N.C.P. en la matière était régionalisée depuis la loi spéciale de 1988. Ainsi la C.N.C.P. n'a plus souscrit, depuis, de pareilles participations ou obligations (l'article 77, § 2, de la loi du 17 juin 1991 ne reprenait d'ailleurs plus cette mission);

- 2° que la mission visée par l'article 115, alinéa 1er, 4°, est la mise en forme légale d'une modalité des missions visées à l'article 2, n°s 5 et 6 des statuts de la C.N.C.P. telle qu'elle a été organisée par arrêté ministériel du 1er juillet 1991 (Moniteur belge du 5 juillet 1988);

- 3° que la continuité entre les missions de la C.N.C.P. pour compte du Fonds de participation et celles du nouveau Fonds de participation est affirmée par l'article 126 du projet qui, notamment pour l'application de l'article 115, alinéa 1er (début), maintient en vigueur la réglementation d'exécution antérieure.

B. Je vous confirme, après renseignement auprès de la C.N.C.P., qu'aucune contestation n'a été soulevée, depuis la création du Fonds de participation, quant à la compabilité des missions et opérations de celui-ci avec la disposition du Traité C.E.E. sur les aides accordées par les Etats.

II. Compétence nationale ou régionale de la mission de prêts aux chômeurs.

A. La Cour d'arbitrage, dans son arrêt n° 12 (lire : 11, 12 étant le numéro du rôle) du 25 février 1986 (Moniteur belge du 19 mars, p. 3633) a considéré

.../...

que cette mission relevait de la politique de l'emploi et donc était de la compétence nationale.

B. Cet enseignement continue à valoir, depuis la loi spéciale du 8 août 1988.

L'article 6, § 1er, IX, ne confie aux régions, au titre de la politique de l'emploi que :

- 1° le placement des travailleurs (texte inchangé par rapport à la loi du 8 août 1980);
- 2° les programmes de remise au travail des chômeurs. Il s'agit de remise au travail dans le cadre d'un contrat de travail (argument 2°, alinéa 2); or, les concours financiers du Fonds de participation au bénéfice de chômeurs sont destinés aux chômeurs "désireux de s'établir comme indépendants ou de créer une entreprise" (article 115, alinéa 1er, 3° et textes légaux antérieurs);
- 3° l'application des normes concernant l'occupation des travailleurs étrangers (sans objet, en l'espèce).

III. Litige fiscal C.N.C.P. (article 123).

Ce litige porte sur les exercices fiscaux 1987, 1988, 1989 et 1990.

Il y a eu enrôlement. La C.N.C.P. est en réclamation auprès du directeur des contributions. Celui-ci n'a pas encore statué.

Le litige porte sur la nature de revenu taxable à l'Impôt des Sociétés des dotations reçues par la C.N.C.P. pour compte du Fonds de participation. L'impôt correspondant s'élèverait à quelque 2,8 milliards, ce qui suffit à absorber tous les fonds propres de la C.N.C.P. et bien au-delà, à fortiori si cette taxation se répétait pour les exercices suivants".

Le Conseil d'Etat estime pouvoir se satisfaire de ces explications.

Observations finales.

1. Certains textes manquent dans le projet soumis au Conseil d'Etat : articles 10, 56, 75, § 3, 76, § 2, 88 à 92.

Dans l'article 11, la modification annoncée sous le 1° à l'article 93 du C.I.R. ne figure pas dans le texte.

2. Selon l'usage, lorsqu'un article est intégralement remplacé par une disposition nouvelle, celle-ci doit être introduite par la mention "Article ...".

3. A plusieurs endroits, le projet recourt à l'expression "les dispositions de l'article ..." ou "les dispositions de l'alinéa ..." qui est inutilement lourde, sauf si elle vise les dispositions d'un titre ou d'un chapitre. Mieux vaut écrire plus simplement : "l'article" ou "l'alinéa".

.../...

Voorafgaande opmerking.

Over sommige bepalingen van het voorontwerp van wet heeft de Raad van State op 3 juli 1991 een eerste advies uitgebracht (L. 20.937/2).

Dat advies moet in de parlementaire voorbereiding worden opgenomen; voor een goed begrip ervan moet het worden voorafgegaan door het oorspronkelijke bepalend gedeelte en moet het vergezeld gaan van een tabel met de concordantie van de nummers van de artikelen. Aldus zal de afdeling wetgeving haar tweede advies kunnen beperken tot het onderzoek van de nieuwe bepalingen van het ontwerp.

Opschrift.

Het opschrift van het ontwerp van wet is te lang. De wet zal herhaaldelijk moeten worden geciteerd met het volledige opschrift ervan en in een tekstverband breekt een te lang opschrift het zinsritme en maakt het de zin minder begrijpelijk.

Voorgesteld wordt eenvoudigweg te schrijven :

"Ontwerp van wet houdende diverse fiscale en financiële bepalingen".

Bepalend gedeelte.

Titel II van het W.I.B. - Personenbelasting (1).

Artikel 1 (artikel 15 W.I.B.) (2).

Het zou beter zijn aan het begin van het nieuwe lid te schrijven : "Zij omvatten eveneens ..." en verder in de tekst "... een som geld terug te geven waarvan het bedrag hoger is dan het oorspronkelijk overeengekomen bedrag".

Artikel 2 (artikel 24 W.I.B.).

1. Het zou duidelijker en juister zijn aan het begin van het ontworpen artikel 24, tweede lid, W.I.B. te schrijven :

"Niettegenstaande de beperking, bepaald in het eerste lid, ...".

2. en in het tweede lid, 2° :

"... een aanzienlijk gunstiger regeling inzake inkomstenbelasting zijn ...".

(1) De ondertitels die in dit advies zijn ingevoegd, komen niet voor in het ontwerp. Ze zijn ingevoegd ter wille van de leesbaarheid van het advies.

(2) De Raad van State heeft het nuttig geacht om naast elk artikel van het ontwerp het artikel te vermelden dat erdoor wordt gewijzigd, opdat zijn opmerkingen gemakkelijker te begrijpen zouden blijven in geval van wijziging van de nummering van het ontwerp.

.../...

Artikel 7 (artikel 46 W.I.B.).

1. Het woord "verleend" ("consenti"), waarmee elders wordt gewerkt om de voordelen als abnormaal of goedgunstig te bestempelen, lijkt hier geen geslaagde keuze. Het is verkieslijk niet af te stappen van de woorden "betaald of toegekend", waarmee in het Wetboek gewoonlijk wordt gewerkt.

2. In de Franse tekst slaat de betreffende bijzin ingeleid door "qui" zowel op de in artikel 139 bedoelde belastingplichtige als op de buitenlandse inrichting. Daarom moet na het woord "étranger" een komma worden geplaatst.

Artikel 8 (artikel 50, eerste lid,
1°, W.I.B.).

De tekst zou duidelijker gesteld kunnen worden.

De bijwoordelijke uitdrukking "onder meer" kan alleen behouden worden als zij wordt voorafgegaan door een soortnaam.

Voorgesteld wordt te schrijven :

.../...

"1° de sommen betaald als inkomsten uit obligaties, leningen, schuldvorderingen, deposito's en andere ... voor zover zij meer bedragen dan het bedrag dat zou voortvloeien uit de toepassing van de rente op de fondsenmarkt, rekening houdend met de bijzondere gegevens die eigen zijn aan de verrichtingen waaruit inkomsten voortkomen, en inzonderheid met de financiële toestand van de schuldenaar en met de looptijd van de lening".

Titel III W.I.B. - Vennootschapsbelasting.

Artikel 14 (nieuw artikel 105bis
W.I.B.).

In het tweede lid van de ontworpen tekst schrijven men vooraan : "Het eerste lid" (en niet "Het vorige lid") en aan het slot : "... artikel 21, derde lid" (en niet "laatste lid").

Artikel 15 (artikel 109 W.I.B.).

Het zou duidelijker zijn in de Franse tekst de juiste uitdrukking "jusqu'à concurrence" te gebruiken.

De opmerking geldt eveneens voor de ontworpen artikelen 113 en 126.

.../...

Artikel 16 (artikel 111 W.I.B.).

Het zou beter zijn het ontworpen artikel 111, § 2, tweede lid, 1°, als volgt te preciseren : "... inzake inkomstenbelastingen ...".

Artikel 20 (artikel 126 W.I.B.).

Ter wille van de duidelijkheid wordt voorgesteld te schrijven :

- in het ontworpen artikel 126, eerste lid, 1°, W.I.B. :

"1° op de eerste schijf van 500.000 frank van het belastbare inkomen : ".

- in hetzelfde artikel, derde lid :

"... van een tweede schijf van het belastbare inkomen, gelegen tussen 500.001 en 2.000.000 frank, op voorwaarde dat dit inkomen, na aftrek van de belasting die ermee verband houdt, op het passief wordt gereserveerd, op een afzonderlijke rekening".

Artikelen 22 en 23 (artikel 135 W.I.B.).

Titel III, hoofdstuk IV, bevat alleen artikel 135.

.../...

De woorden "hoofdstuk IV" mogen niet blijven voortbestaan, zoals het ontwerp bewerkstelligt, want in titel III is er geen hoofdstuk V.

Voorgesteld wordt de artikelen 22 en 23 als volgt samen te voegen :

"Artikel ...

Titel III, hoofdstuk IV, van hetzelfde Wetboek, bestaande uit artikel 135, gewijzigd bij ..., wordt opgeheven".

Titel VI van het W.I.B. - Aan de vier belastingen
gemene bepalingen.

Artikel 43 (artikel 192 W.I.B.).

Ook al komt het woord "verrekening" voor in het opschrift van titel VI, hoofdstuk II, verdient het aanbeveling in artikel 192 niet te werken met de voltooide deelwoorden "verrekend" en "afgetrokken" om twee volstrekt dezelfde verrichtingen aan te wijzen.

Het zou beter zijn tweemaal "afgetrokken" te schrijven, zoals in artikel 191.

Artikel 45.

.../...

Men schrijve :

"In het opschrift van titel VI, hoofdstuk II, afdeling 5, van hetzelfde Wetboek, worden ...".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 46, met dien verstande dat daar "afdeling 7" dient te worden geschreven.

Titel VII van het W.I.B. - Vestiging en invordering van de belastingen.

Artikel 49 (artikel 250 W.I.B.).

1. Veeleer dan te voorzien in het niet-tegenwerpbaar zijn van de akte van verkoop, cessie of inbreng, behoort de juridische handeling zelf, los van elke akte, in de tekst in stand te blijven. De woorden "akte van" zouden moeten vervallen.

2. Ten aanzien van de betrokken belastingplichtige vormen de "titels tot vestiging van leningen", die hij zou kunnen afstaan of inbrengen, activa, dus titels van aankomst van leningen (aan iemand). De lening (van iemand) is de daad van de schuldenaar en niet van de schuldeiser.

3. In de memorie van toelichting (blz. 14) wordt medegedeeld dat de werkingssfeer van artikel 250 W.I.B.

.../...

uitgebreid wordt tot de inbreng "van onroerende goederen en geldsommen" ("d'immeubles et d'espèces") in buitenlandse vennootschappen.

In dezelfde volzin heeft men het ook over "soortgelijke inkomsten" ("revenus de l'espèce").

Uiteraard is het de bedoeling te verwijzen naar de inbreng van geldsommen ("sommes d'argent"), ongeacht of ze nu in contanten, als cheques of via overschrijving worden gestort.

In de Franse tekst zou het woord "espèces" vervangen moeten worden door het woord "sommes d'argent".

4. Aan het slot van het artikel is er sprake van "een werkelijke tegenwaarde ... die een bedrag aan inkomsten opbrengt waarop in België een werkelijke belastingdruk weegt die, vergeleken met de belastingdruk welke zonder die verrichting zou bestaan, als normaal kan worden aangemerkt".

Men ziet niet in hoe de bedoelde belastingplichtige zou kunnen uitmaken of een bepaalde belastingdruk normaal is vergeleken bij enige andere.

De memorie van toelichting (blz. 14) is nauwkeuriger. Aldaar wordt aangegeven :

een werkelijke tegenwaarde ... die in België belastbare inkomsten opbrengen waarvan het bedrag gelijk is aan dat van de afgestane goederen".

.../...

Voorts is het de vraag of wanneer de inbreng in geldsommen bestaat, met het verwijzen naar vroegere inkomsten wordt bedoeld op werkelijk ontvangen inkomsten, dan wel op mogelijke inkomsten ? Als de geldsommen op een dadelijk opvraagbare rekening gebleven waren, zouden ze slechts een interest van 0,5 pct hebben opgeleverd.

In de Franse tekst van het ontworpen artikel zou het bijvoeglijk naamwoord "réelle", dat in het burgerlijk recht een betekenis heeft die verschilt van die welke er hier aan gegeven wordt, vervangen moeten worden door "véritable" of "effective".

5. Gelijk het artikel geformuleerd is, zal de toepassing ervan andere moeilijkheden doen rijzen.

Zo kan wanneer de verkoper op de beurs aandelen of obligaties verkoopt, hij niet weten of de koper een belastingplichtige is bedoeld in artikel 139 W.I.B. De beide effectenmakelaars die er aan te pas komen schermen de koper af.

6. Ten aanzien van die moeilijkheden heeft een gemachtigde ambtenaar verklaard dat de belastingplichtige steeds de mogelijkheid zal hebben om vooraf de toestemming van het overheidsbestuur te vragen op de voet van artikel 250bis, § 1, 1° W.I.B.

Artikel 52 (artikel 303 W.I.B.).

Het tweede lid van artikel 303 W.I.B., dat in het ontwerp niet is overgenomen, bepaalt :

"De bedrijfsvoorheffing is betaalbaar binnen vijftien dagen na het verstrijken van de maand waarin de inkomsten werden betaald of toegekend".

Het nieuwe derde lid zou moeten beginnen met de woorden : "In afwijking van het tweede lid ..." (en niet "van het vorige lid").

Het zou duidelijker zijn in 2° te schrijven :

"Het artikel wordt aangevuld met een vijfde lid, luidende :".

Afdeling II van het ontwerp.

Artikel 59 (artikel 29 - Wet van
11 april 1983).

De fictieve roerende voorheffing van 25/75 ten gunste van de ondernemingen die in tewerkstellingszones zijn gelegen en van de coördinatiecentra, wordt op nul gebracht.

Het ontwerp verleent aan de Koning de bevoegdheid om ze te "reactiveren" tot het beloop van 10/90ste van het nettobedrag van de verdeelde winst. De Koning zou aldus bevoegd zijn om een fictieve voorheffing vast te stellen die door de verrekening ervan het bedrag van de eventueel ver-

schuldigde belasting zou verlagen. Bovendien wordt de fictieve voorheffing terugbetaald (of liever, gestort) in zoverre zij niet kan worden verrekend.

Het verlenen van een zodanige bevoegdheid is in tegenspraak met artikel 110, § 1, van de Grondwet, waarin wordt bepaald dat geen belasting ten behoeve van de Staat kan worden ingevoerd dan door een wet. De grondwetsbepaling betekent dat alle gegevens die bijdragen tot het vaststellen van het bedrag van de belastingschuld van de belastingsplichtigen, moeten worden vastgesteld door de wetgever en door hem alleen.

Gelet op de formele bewoordingen van de artikelen 110 en 25, tweede lid, van de Grondwet en wegens een eeuwenoude traditie, kan de bevoegdheid om de belasting vast te stellen niet worden verleend noch overgedragen aan de uitvoerende macht.

Het tweede lid, dat door het ontwerp wordt opgenomen in artikel 29 van de wet van 11 april 1983, moet bijgevolg vervallen.

Een soortgelijke opmerking geldt voor de in artikel 61 ontworpen tekst van artikel 20, § 1, zesde lid, van de wet van 7 december 1988.

Artikel 61 (artikel 20 - Wet van
7 december 1988).

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 20, § 1, vijfde lid, b, zijn de woorden "ou plusieurs personnes

.../...

physiques" (zesde regel in de Franse tekst) het gevolg van een verschrijving.

Over het geheel genomen zou het beter zijn de tekst in b) als volgt te stellen :

"b) wat de aan de vennootschapsbelasting onderworpen vennootschappen betreft, waarvan de aandelen of delen, die voor meer dan de helft toebehoren aan één of meer natuurlijke personen die de meerderheid van het stemrecht vertegenwoordigen en die ... coördinatiecentrum behoort, wordt het percentage van de aftrek die van toepassing is op de eerste schijf van 200 miljoen frank per belastbaar tijdperk gedane investeringen, berekend door het basispercentage alsmede de in het tweede lid bedoelde lagere en hogere limieten te verminderen met 0,5 pct".

In het vijfde lid, c, dienen de woorden "datgene bedoeld in b", die aanleiding tot verwarring geven, te vervallen.

Afdeling II van het ontwerp. - Belasting over de toegevoegde waarde.

Artikel 82 (artikel 44 - Wetboek van de B.T.W.).

De wet van 4 december 1990 heeft een zeer nauwkeurige omschrijving gegeven van het begrip "valeurs mobilières" dat in het Frans in de plaats moet komen van het begrip "titres".

.../...

Bijgevolg schrijve men in de Franse tekst van het ontworpen artikel 44, § 3, 2° : "le prêt et la cession - rétrocession de valeurs mobilières".

Afdeling IV van het ontwerp. - Met het zegel gelijkgestelde taksen.

Artikel 87 (artikel 126 - Wetboek van met het
zegel gelijkgestelde taksen).

De term "fonds publics" werd in het Wetboek van koophandel gebruikt, niet om leningen van de overheid aan te duiden, maar effecten die verspreid zijn bij het publiek.

Sedert de wet van 4 december 1990 is in het Frans "bourse de fonds publics" "bourse de valeurs mobilières" geworden. Men schrijve dus in de Franse tekst :

"9° les prêts de valeurs mobilières".

Hoofdstuk V van het ontwerp. - Financiële markten.

Artikelen 102 en 103 (artikelen 33 en 34 - Wet
van 4 december 1990).

De vergoedingen die aan de Beurscommissie worden gestort vormen retributies waarvan de wettigheid zowel afhankelijk is van de vrijwillige aard van het beroep op de dienst als van de volkomen gelijkwaardigheid van het bedrag van de retributie met de bewezen dienst.

.../...

In zoverre de emittenten, wier effecten in de notering opgenomen zijn geen personen zijn die om deze opname hebben verzocht, wordt de "vergoeding" die van deze emittenten wordt geëist als een belasting beschouwd. Bijgevolg moet het bedrag van die vergoeding opgenomen worden in het wetsontwerp.

Artikel 106 (artikel 95 - Wet van
4 december 1990).

De wijziging die dat artikel beoogt aan te brengen in artikel 95 van de wet van 4 december 1990 is doelloos.

Artikel 33, § 2, van dezelfde wet, zoals het wordt gewijzigd bij artikel 102 van het ontwerp, verleent geen bevoegdheden aan de Beurscommissie maar aan de Koning. Die bevoegdheden kunnen niet worden uitgeoefend door de noteringscomités.

Indien men overigens in artikel 95 van die wet een nuttige wijziging wenst aan te brengen, vervange men de woorden "artikel 33 aan de Beurscommissie" door de woorden "artikel 33, § 1, aan de beurscommissies".

Hoofdstuk VIII. - Beheerskosten in strafzaken.

Artikelen 112 en 113 (artikel 11 - Wet van
1 juni 1849).

.../...

De gemachtigden van de Regering, die om uitleg zijn gevraagd over de grondwettigheid van het ontworpen artikel 11, tweede lid, hebben het volgende geantwoord :

"Voorgesteld wordt artikel 11 van de wet van 1849 tot herziening van de tarieven in strafzaken aan te vullen als volgt :

"Voor elke criminele, correctionele en politiezaak wordt door de rechter bovendien aan iedere veroordeelde een vaste vergoeding opgelegd waarvan het bedrag door de Koning wordt bepaald in het tarief in strafzaken".

I. Het is geen straf.

De veroordeling welke wordt opgelegd betreft de kosten voor de afhandeling van een strafzaak.

Om van een straf te kunnen spreken moet men een omschrijving hebben van een misdrijf waaraan een bepaalde strafmaat wordt verbonden. Dit is hier niet het geval.

Het is ook geen andere sanctie maar een vergoeding voor een aantal materiële kosten verbonden aan de werking van het (straf)gerecht.

II. Belasting - retributie.

Het is geen retributie vermits het niet gaat om een "vrijwillige" dienst waarop een beroep wordt gedaan.

Het betreft in feite een gelijkaardig systeem als het griffierecht in burgerlijke en handelszaken. In casu wordt de techniek van de gerechtskosten gehanteerd.

De ratio van de voorgestelde tekst is aan iedere veroordeelde een bijdrage te vragen voor de kostprijs van het verloop van een strafprocedure. Deze bijdrage

.../...

wordt geïnd via de gerechtskosten, doch heeft betrekking op een geheel van kosten waarvoor geen specifiek tarief is bepaald. Vandaar dat een forfaitair bedrag wordt voorgesteld.

Steunend op de wetten van 1 juni 1849 en in het bijzonder de wet van 16 juni 1919 waarbij de Koning gemachtigd wordt bepaalde wijzigingen aan te brengen aan de bepalingen inzake gerechtskosten, werd de bevoegdheid om de grootte van het bedrag te bepalen aan de Koning overgelaten".

Hoofdstuk IX. - Participatiefonds.

Artikelen 114 tot 127 (nieuwe).

De gemachtigden van de Regering hebben de geplande maatregelen uit een drievoudig oogpunt gewettigd. Het leek nuttig hierna het antwoord weer te geven dat zij hebben gegeven op de door de auditeur-verslaggever gestelde vragen.

"Je fais suite à vos demandes de précisions communiquées au cours de notre entretien téléphonique de ce mardi 24 septembre.

I. Mission du Fonds de participation et application des articles 92 et suivants du traité C.E.E..

A. Les missions du nouveau Fonds de participation personnalisé, telles qu'énoncées par l'article 115 du projet, sont reprises des dispositions légales et réglementaires régissant antérieurement les missions que la Caisse nationale de Crédit professionnel exécutait pour compte du Fonds de participation (non personnalisé) créé au sens de la C.N.C.P. par l'article 34 de la loi du 4 août 1978, modifiée par la loi du 13 septembre 1983. Il y a lieu de comparer :

.../...

- d'une part, l'article 115 du projet;
- d'autre part, l'article 2, n°s 5, 6 et 7 des statuts de la C.N.C.P., tels que modifiés par les lois des 4 août 1978 et 13 juillet 1983 (voir également, l'article 77, § 2, de la loi du 17 juin 1991 de réorganisation du secteur public de crédit).

Il est à noter :

- 1° que la mission visée par l'article 115, alinéa 1er, 1°, du projet se limite à gérer jusqu'à sa liquidation le portefeuille de participations et obligations visé à cette disposition.

Le Gouvernement a considéré que la mission antérieurement attribuée à la C.N.C.P. en la matière était régionalisée depuis la loi spéciale de 1988. Ainsi la C.N.C.P. n'a plus souscrit, depuis, de pareilles participations ou obligations (l'article 77, § 2, de la loi du 17 juin 1991 ne reprenait d'ailleurs plus cette mission);

- 2° que la mission visée par l'article 115, alinéa 1er, 4°, est la mise en forme légale d'une modalité des missions visées à l'article 2, n°s 5 et 6 des statuts de la C.N.C.P. telle qu'elle a été organisée par arrêté ministériel du 1er juillet 1991 (Moniteur belge du 5 juillet 1988);

- 3° que la continuité entre les missions de la C.N.C.P. pour compte du Fonds de participation et celles du nouveau Fonds de participation est affirmée par l'article 126 du projet qui, notamment pour l'application de l'article 115, alinéa 1er (début), maintient en vigueur la réglementation d'exécution antérieure.

B. Je vous confirme, après renseignement auprès de la C.N.C.P., qu'aucune contestation n'a été soulevée, depuis la création du Fonds de participation,

.../...

quant à la compabilité des missions et opérations de celui-ci avec la disposition du Traité C.E.E. sur les aides accordées par les Etats.

II. Compétence nationale ou régionale de la mission de prêts aux chômeurs.

A. La Cour d'arbitrage, dans son arrêt n° 12 (lire : 11, 12 étant le numéro du rôle) du 25 février 1986 (Moniteur belge du 19 mars, p. 3633) a considéré que cette mission relevait de la politique de l'emploi et donc était de la compétence nationale.

B. Cet enseignement continue à valoir, depuis la loi spéciale du 8 août 1988.

L'article 6, § 1er, IX, ne confie aux régions, au titre de la politique de l'emploi que :

- 1° le placement des travailleurs (texte inchangé par rapport à la loi du 8 août 1980);
- 2° les programmes de remise au travail des chômeurs. Il s'agit de remise au travail dans le cadre d'un contrat de travail (argument 2°, alinéa 2); or, les concours financiers du Fonds de participation au bénéfice de chômeurs sont destinés aux chômeurs "désireux de s'établir comme indépendants ou de créer une entreprise" (article 115, alinéa 1er, 3° et textes légaux antérieurs);
- 3° l'application des normes concernant l'occupation des travailleurs étrangers (sans objet, en l'espèce).

III. Litige fiscal C.N.C.P. (article 123).

Ce litige porte sur les exercices fiscaux 1987, 1988, 1989 et 1990.

.../...

Il y a eu enrôlement. La C.N.C.P. est en réclamation auprès du directeur des contributions. Celui-ci n'a pas encore statué.

Le litige porte sur la nature de revenu taxable à l'Impôt des Sociétés des dotations reçues par la C.N.C.P. pour compte du Fonds de participation. L'impôt correspondant s'élèverait à quelque 2,8 milliards, ce qui suffit à absorber tous les fonds propres de la C.N.C.P. et bien au-delà, à fortiori si cette taxation se répétait pour les exercices suivants".

De Raad van State is van oordeel dat die uitleg volstaat.

Slotopmerkingen.

1. Sommige teksten ontbreken in het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp : artikelen 10, 56, 75, § 3, 76, § 2, 88 tot 92.

In artikel 11 is de onder 1° vermelde wijziging in artikel 93 van het Wetboek der Inkomstenbelastingen niet opgenomen in de tekst.

2. Wanneer een artikel volledig wordt vervangen door een nieuwe bepaling dient deze, zoals gebruikelijk is, te worden ingeleid met de vermelding "Artikel ...".

.../...

3. Op verschillende plaatsen in het ontwerp wordt de uitdrukking "de bepalingen van artikel ..." of "de bepalingen van het ... lid ..." gebruikt, die nodeloos log is, behalve indien zij verwijst naar de bepalingen van een titel of een hoofdstuk. Het zou eenvoudiger zijn te schrijven : "het artikel" of "het ... lid".

.../...

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Monsieur : P. TAPIE,
de Heer :

prémier président,
eerstevoorzitter,

Madame : M.-L. THOMAS,
Mevrouw :
Monsieur : C. WETTINCK,
de Heer :

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : M.-C. HONDERMARCQ,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

M. G. PIQUET, premier auditeur honoraire au Conseil d'Etat, a été appelé en consultation, en application de l'article 82 des lois coordonnées du 12 janvier 1973.

De H. G. PIQUET, ere-eerste auditeur bij de Raad van State, is bij toepassing van artikel 82 van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 ter raadpleging opgeroepen.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. DEROUAUX, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. B. DEROUAUX, referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M.-C. HONDERMARCQ.

P. TAPIE.